Nations Unies A/55/919/Add.2

Assemblée générale

Distr. générale
21 mai 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session
Point 166 de l'ordre du jour
Élection de juges du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Curriculum vitae des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation

Note du Secrétaire général

Additif

Curriculum vitae de Romeo T. Capulong

Le texte qui suit doit être inséré à la suite de celui qui figure actuellement à la page 31.

Romeo T. Capulong (Philippines)

Profil

M. Capulong est l'avocat des droits de l'homme le plus connu aux Philippines. Conseiller et porte-parole dans son pays dans toutes les grandes affaires touchant aux droits de l'homme depuis 20 ans, M. Capulong est le pionnier de la nation en matière de droit international humanitaire et de défense des intérêts publics, d'assistance juridique dans la perspective du développement, d'actions collectives en justice et en tant qu'avocat d'assises.

Plus récemment, M. Capulong a assumé les fonctions de procureur dans le cadre de la procédure en destitution engagée contre l'ancien Président Joseph Ejercito Estrada, accusé de pillage économique. De cette procédure est né « People Power II », transfert pacifique du pouvoir entre les mains du gouvernement de Gloria Macapagal Arroyo, qui a valu au peuple philippin le prix Nobel de la paix – première récompense du genre à être décernée à un peuple et à un pays.

01-38070 (F) 240501 240501

M. Capulong était conseiller de la partie civile dans l'affaire *Marcos Human Rights Litigation*, l'action collective marquante qui a permis d'obtenir 2 milliards de dollars pour les 10 000 personnes victimes de tortures, d'exécutions sommaires et de disparitions pendant la dictature de Marcos; conseiller de Flor Contemplacion, travailleuse migrante philippine dont l'exécution à l'étranger a mis au grand jour le sort lamentable de plus de quatre millions de travailleurs migrants philippins; et conseiller des Philippines victimes d'esclavage sexuel (les « femmes de réconfort ») lorsque leur pays était sous occupation japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale.

M. Capulong a joué le rôle de conseiller durant les pourparlers de paix entre le Gouvernement philippin et le Front démocratique national. Il a contribué à l'élaboration de 10 accords bilatéraux, y compris de l'accord général sur le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international, accord qui fait date lui aussi. M. Capulong est le conseiller de la partie civile dans la triste affaire de la décharge d'ordures de Payatas dans laquelle 200 habitants pauvres de la zone urbaine ont été ensevelis lors de l'effondrement d'une montagne de détritus, et dans l'affaire « Maharlika 26 », relative à un coup monté contre 26 musulmans dans le contexte de différents attentats à la bombe perpétrés à Manille; il est également le conseiller de 2 000 familles expulsées illégalement de Hacienda Looc, où seraient construits un luxueux complexe de golf et des moyens d'hébergement touristiques.

M. Capulong est l'avocat de personnalités politiques persécutées telles que Jose Maria Sison; le responsable syndical Crispin Beltran; le militant Satur Ocampo; et le chef de file du mouvement paysan, Rafael Mariano. L'un des clients – et des mentors – les plus importants de M. Capulong était le sénateur Benigno S. Aquino, martyr défunt, qui fut emprisonné à l'époque de la dictature de Marcos et dont l'assassinat en 1983 avait déclenché la révolution du « People Power », qui avait permis de redonner au pays un gouvernement démocratique.

M. Capulong s'est trouvé dans le même temps au premier plan de l'actualité politique aux Philippines. Après avoir suivi une formation avec le Procureur général et sénateur Juan R. Liwag, aujourd'hui décédé, qui était alors l'avocat d'assises le plus connu du pays, M. Capulong a été le secrétaire de feu Eduardo L. Joson, Gouverneur de la province de Nueva Ecija, de 1960 à 1969, puis conseiller juridique, chef de cabinet et chef de l'administration de l'administrateur, avant de diriger un bureau provincial d'aide juridique offrant aux paysans pauvres une assistance *pro bono*.

En 1970, M. Capulong a été membre de la Convention constitutionnelle. Jusqu'à la proclamation de la loi martiale et à la dissolution de la Convention de 1972, il a énoncé des dispositions relatives au monopole de la propriété foncière, au fait qu'un grand nombre de paysans n'avaient pas de terres dans un pays dont ils constituaient 70 % de la population, et à la souveraineté économique et politique. Appuyé par des partisans fidèles, tels que Lorenzo Tanada, Benigno S. Aquino Jr, Francisco Rodrigo, Neptali Gonzales, Aquilino Pimentel Jr et Jose Yap, entre autres, M. Capulong a été à la tête de l'opposition à Ferdinand Marcos, alors Président, puis dictateur.

À l'instar de ces chefs de fil, M. Capulong a été arrêté lors de la proclamation de la loi martiale. En 1979, il fut contraint de fuir le pays pour échapper à la détention pour motifs politiques, à la torture ou à une exécution sommaire par la dictature.

M. Capulong a demandé et obtenu l'asile politique aux États-Unis d'Amérique en 1980 – il fut d'ailleurs parmi les premiers à voir sa demande acceptée, créant un précédent pour d'autres dirigeants contraints à l'exil par la dictature. De 1979 à 1986, date de la chute de la dictature, M. Capulong a exercé ses fonctions dans un cabinet de défense des intérêts du public, à New York; fondé et présidé le Philippine Center for Immigrant Rights, organisme à but non lucratif offrant une assistance juridique et pratique aux membres de la communauté philippine de l'agglomération new-yorkaise; et fondé et présidé le Comité des avocats philippin pour les droits de l'homme (Filipino Lawyers Committee for Human Rights), comptant 25 membres, qui constituait les dossiers relatifs aux violations des droits de l'homme commises par la dictature et a créé des liens de solidarité entre les organisations philippines et américaines de défense des droits de l'homme.

M. Capulong est rentré aux Philippines en 1986, a repris ses fonctions d'avocat et, en 1989, a ouvert le Public Interest Law Center, premier cabinet de défense des intérêts du public.

M. Capulong donne de nombreuses conférences et est l'auteur d'abondantes publications sur ses domaines de compétence. Il a très récemment conçu et présenté un programme d'enseignement de la défense des intérêts du public destiné aux juristes, et donné des conférences à ce sujet au Ministère de la justice, au Ministère de la réforme agraire et au Ministère du travail et de l'emploi, ainsi qu'à l'intention des étudiants en droit des plus fameuses universités du pays.

M. Capulong a également participé à des missions d'enquête, à la formation d'avocats et d'auxiliaires d'avocats, a défendu ses thèses devant la Commission des droits de l'homme et présenté des documents lors de conférences internationales sur les droits de l'homme et le droit humanitaire international.

Formation

Licencié en droit, en jurisprudence et en sciences politiques, Université des Philippines (1957)

Activités professionnelles

Depuis 1989 :	Président et administrateur du Public Interest Law Center (Manille), dont il est le fondateur.
Depuis 1989 :	Président du Philippine Peace Center (Manille).
1980-1986 :	Président du Filipino Lawyers Committee for Human Rights (New York), dont il est le fondateur.
1985-1989 :	Président du Philippine Center for Immigrant Rights (New York), dont il est le fondateur.
1973-1979 :	Avocat au cabinet Capulong, Cruz and Associates (Manille).
1971-1973 :	Délégué à la Convention constitutionnelle de la République des Philippines.
	Associé principal au cabinet Daza, Medel, Capulong and Associates (Manille).

1960-1969 : Secrétaire provincial et assistant personnel d'Eduardo L. Joson, Gouverneur de la province de Nueva Ecija (Philippines).

1957-1959 : Avocat au cabinet Liwag (Manille).

Associations professionnelles

Membre de l'Integrated Bar of the Philippines, à Manille (affiliation obligatoire) : depuis 1990 : Président du Comité des droits de l'homme et des droits de la défense (Committee on Human Rights and Due Process); Président du chapitre de Nueva Ecija; 1994-2000 : membre du Conseil d'administration de l'IBP et Vice-Président ès qualités pour Central Luzon.

Philippine Bar Association : depuis 1990 : membre, Président du Comité des droits de l'homme.

National Lawyers Guild (New York) : depuis 1980 : membre.

Association internationale de juristes contre les armes nucléaires (La Haye, Pays-Bas) : depuis 1990 : membre.

Free Legal Assistance Group (Manille) : depuis 1989 : membre.

Laban Party (Manille) : 1978 : membre fondateur et premier Secrétaire général adjoint.

Distinctions récentes

2001 : Procureur émérite (représentant les intérêts des particuliers) dans la procédure en destitution engagée contre le Président Joseph Ejercito Estrada (Sénat philippin).

2000 : Ancien étudiant le plus méritant de la faculté de droit de l'Université des Philippines.

Prix du centenaire de l'habitant de la province de Novo-Ecijano ayant accompli le travail le plus remarquable dans le domaine du droit et des droits de l'homme.

Barreau

1958 : membre du barreau philippin.

1980 : membre du barreau de New York.